



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU TARN

DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES
ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES
Bureau de l'environnement
et des affaires foncières
Référence : ICPE 1100039

COPIE

Arrêté préfectoral du 21 MAI 2013
portant rectification d'une erreur matérielle dans l'arrêté préfectoral
du 24 juillet 2012 autorisant l'exploitation d'un élevage de poules pondeuses par
la SARL AVICOLE DU FRESQUET sur la commune de Gaillac (81600)

La préfète du Tarn,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,
Chevalier du Mérite agricole,

- Vu le règlement (CE) 1774/2002 du Parlement européen et du Conseil du 3 octobre 2002 établissant les règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux non destinés à la consommation humaine ;
- Vu la directive 2008/1/CE du parlement européen et du conseil du 15 janvier 2008 relative à la prévention et à la réduction intégrée de la pollution ;
- Vu le Code de l'environnement et notamment son livre V, titres 1er et V, parties législatives et réglementaires ;
- Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 modifiée, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- Vu le décret du Président de la République du 7 juin 2012 portant nomination de Madame Josiane CHEVALIER en qualité de préfète du Tarn ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 8 janvier 2013 portant délégation de signature à Mme Béatrice STEFFAN, secrétaire générale de la préfecture du Tarn ;
- Vu l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 relatif à la réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les ICPE et susceptibles de présenter des risques d'explosion ;
- Vu l'arrêté ministériel du 10 juillet 1990 modifié, relatif à l'interdiction des rejets de certaines substances dans les eaux souterraines en provenance d'installations classées ;
- Vu l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié, relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu l'arrêté ministériel du 10 octobre 2000 fixant la périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques au titre de la protection des travailleurs ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications ;

Vu l'arrêté ministériel du 07 janvier 2002 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n°2170 « engrais et supports de culture (fabrication des) à partir de matières organiques » et mettant en œuvre un procédé de transformation biologique aérobie (compostage) des matières organiques ;

Vu l'arrêté ministériel du 1er février 2002 établissant les normes minimales relatives à la protection des poules pondeuses ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 février 2002 relatif aux travaux de maîtrise des pollutions liées aux effluents d'élevages ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 juin 2004 modifié relatif au bilan de fonctionnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 7 février 2005 modifié fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de bovins, de volailles et/ou de gibier à plumes et de porcs soumis à autorisation au titre du livre V du Code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 15 janvier 2008 relatif à la protection contre la foudre de certaines installations classées ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration des émissions polluantes et des déchets ;

Vu l'arrêté du 1er décembre 2009 portant approbation du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Adour-Garonne et arrêtant le programme pluriannuel de mesures ;

Vu l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2012 autorisant l'exploitation d'un élevage de poules pondeuses par la SARL AVICOLE DU FRESQUET sur la commune de Gaillac (81600) ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture du Tarn,

a r r ê t e

Article 1^{er} : l'article 15.2, relatif à la gestion des ouvrages de stockage ou de (pré) traitement des fientes, des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2012 autorisant la SARL AVICOLE DU FRESQUET à exploiter un élevage de poules pondeuses sur la commune de Gaillac, est modifié comme suit :

Lire :

"Pour permettre la commercialisation en engrais NF U 42-001, le produit doit respecter :

- teneur en N **supérieure ou égale** à 3% ;
- teneur en P2O5 **supérieure ou égale** à 2.5% ;
- teneur en N+P2O5+K2O **supérieure ou égale** à 7%.

En cas de non-respect de l'un des paramètres, les engrais ne peuvent pas être épandus en la forme".

Au lieu de :

- "- teneur en N **inférieure** à 3% ;
- teneur en P2O5 **inférieure** à 2.5% ;
- teneur en N+P2O5+K2O **inférieure** à 7%."

Article 2 : Le reste demeure sans changement.

Article 3 : La secrétaire générale de la préfecture du Tarn, le maire de Gaillac, l'exploitant, ainsi que l'inspection des installations classées (direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera déposée en mairie de Gaillac pour être communiquée sur place à toute personne qui en fera la demande.

Un extrait en sera affiché à la mairie de Gaillac pendant une durée minimale d'un mois. Procès-verbal sera dressé de cette formalité et transmis à la préfecture.

Le même extrait sera publié sur le site internet de la préfecture pour une durée identique.

Il sera affiché en permanence de façon lisible dans l'installation par le bénéficiaire de l'autorisation.

Fait à Albi, le **21 MAI 2013**
Pour le préfet,
et par délégation,
la secrétaire générale,



Béatrice STEFFAN

Délais et voie de recours : Conformément aux articles L.514-6 et L515-27 du Code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au Tribunal Administratif de Toulouse par :

*- l'exploitant dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où ledit acte lui a été notifié
- les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la décision. Ce délai est, le cas échéant, prolongé de six mois à compter de la mise en activité de l'installation.*